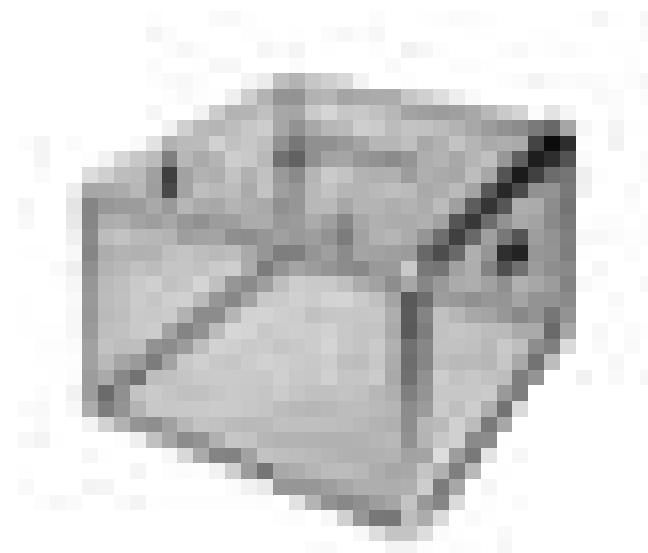


NEWS



LISTES ÉLECTORALES

Compte à rebours

David Wagner

Il faut le savoir: l'inscription sur les listes d'électeurs pour les étrangers prend fin le 31 mars. Sauf si un délai supplémentaire est voté. Mais même dans ce cas, il faudrait que le gouvernement en informe les citoyens.

La coalition DP-Verts qui dirige la capitale avait beau jeu, lorsqu'elle a lancé, il y a un mois, sa campagne « Je vis ici, je m'inscris pour voter ici ». Certes, le slogan incitant les électeurs étrangers à s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections européennes n'est ni très original, ni - pour sa version française - d'une grande élégance. Peu importe, cette campagne contient une information civique précieuse. Car si le renouvellement du parlement européen n'aura lieu qu'en juin 2009, les électeurs étrangers - citoyens de l'Union - doivent, contrairement aux nationaux, s'inscrire sur les listes d'électeurs plus d'un an à l'avance : ils peuvent encore le faire jusqu'au 31 mars 2008. Les édiles de la capitale donnent l'exemple, tout en montrant du doigt l'inaction du ministère de l'intérieur, en charge de l'organisation des élections. Ils le font d'autant plus facilement que la majorité municipale forme l'opposition au niveau national. Récemment encore, les libéraux s'interrogeaient dans un communiqué de presse si la participation des citoyens de l'UE aux élections européennes constituait une priorité pour ce gouvernement.

La question est légitime. Car il faut être bien motivé pour s'informer sur les modalités d'inscription. En tout cas, ce n'est pas le site du ministère de l'intérieur qui éclairera l'électeur potentiel : à part une sorte de concours « ma binette partout » de la part du ministre Jean-Marie Halsdorf - lui ne

semble pas avoir oublié sa propre réélection - il n'y a aucune information, même pas la moindre fenêtre ou un simple lien incitant l'eurocitoyen à s'inscrire avant le 31 mars ! Mais il reste une issue au ministre de l'intérieur : rapprocher le délai d'inscription de la date des élections. C'est d'ailleurs ce que demandent bon nombre d'associations d'étrangers. Dans une prise de position commune du mois de janvier de l'Asti, de la confédération des associations portugaises, et des organisations espagnoles.

Cette revendication ne date pas d'hier: ce long délai entre l'inscription et les élections avait déjà été critiqué lors de la campagne électorale de ... 2004. Certaines déclarations gouvernementales indiquent d'ailleurs qu'une modification de ce délai serait en cours d'élaboration - ce que l'on peut entendre depuis des mois. Deux explications possibles: ou bien une telle modification relève d'une complexité juridique extrême - ce dont on peut douter - ou bien la volonté politique de la réaliser est moins que tiède. En tout cas, il ne faudrait pas que le projet de loi se fasse trop attendre, car actuellement c'est le 31 mars qui reste en vigueur. Risquerait alors de se produire cette situation cocasse: le délai du 31 mars vient à échéance, le projet de loi est ensuite voté et les listes d'inscription doivent réouvrir. Mieux que rien, certes. Mais que le CSV et son ministre de l'intérieur ne viennent pas nous raconter, lors des prochaines tables rondes électorales, que, comme dirait Juncker, « la participation à la prise de décisions du plus grand nombre possible de personnes » constituerait une priorité. Ce retard pénible prouve déjà que ce n'est pas le cas.

NEWS

Écologie et économie: La guerre de l'eau **p. 3**
 Arcelor-Mittal: Le noceur de Gandrange **p. 3**
 Atomkraft: Eine Risikotechnologie der Vergangenheit **S. 5**

REGARDS

Vorwahlen in den USA: Ein offenes Rennen **S. 6**
 Nine-eleven: Nach dem Kollaps **S. 9**
 Bestattungen: Die letzte Reise **S. 10**
 Theatre: Call a drama **p. 12**

(Titelfoto: From the Field/Flickr)